



ETUDE POUR LE TRANSFERT DE LA COMPETENCE EAU POTABLE A L'INTERCOMMUNALITE

Marché public de Prestations Intellectuelles

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1

du Code de la Commande Publique

Règlement de consultation

-

MARCHE N° 2024-4 Transfert AEP

Personne habilitée à donner les renseignements : Administratifs

Madame Fanny FORNACIARI
Communauté de communes du Pays des Ecrins
Tel : 04.92.23.11.17

Technique

Madame Amandine FIOT
Communauté de communes du Pays des Ecrins
Tel : 04.92.23.20.54 – 06.26.39.23.66

Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Président

Ordonnateur :

Monsieur le Président

Comptable assignataire des paiements :

Service de Gestion Comptable de Briançon

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : **Le 21 mai 2024 à 12h**
(DELAI DE RIGUEUR)

ARTICLE 1 – ACHETEUR / MAÎTRISE D’OUVRAGE.....	3
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L’OPÉRATION.....	3
ARTICLE 3 – FORME DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES CANDIDATS.....	4
ARTICLE 5– CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	6
ARTICLE 8 : EXAMEN DES PLIS.....	7
ARTICLE 9 – DROITS DE PROPRIETE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	8
ARTICLE 10 – RECOURS	9

ARTICLE 1 – ACHETEUR / MAÎTRISE D'OUVRAGE

Acheteur : Communauté de Communes du Pays des Écrins

Direction : Environnement

Adresse du siège : Maison du Canton
 404, avenue du Général de Gaulle
 05120 L'Argentière-La Bessée

Téléphone : 04 92 23 11 17

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Article 2.1 – Nature de l'opération

Réalisation d'une étude pour le transfert de la compétence eau potable à l'intercommunalité.

- Adresse

Territoire des Ecrins

Article 2.2 – Eléments essentiels du programme

L'étude a pour objet de définir les modalités et les conséquences financières, techniques et juridiques d'un transfert de la compétence eau potable des communes du territoire des Ecrins vers la Communauté de Communes du Pays des Ecrins.

D'une manière générale, cette étude doit constituer une aide à la décision. En particulier fournir aux décideurs l'information la plus large possible pour qu'ils soient en mesure d'entériner en connaissance de cause le transfert de la compétence eau potable.

Article 2.3 – Calendrier prévisionnel de l'opération

Le démarrage de la mission été 2024.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché :

Tranche ferme Etude de transfert de la compétence Eau potable – 18mois

Tranche optionnelle 1: Assistance au transfert – 24 mois

ARTICLE 3 – FORME DE LA CONSULTATION

Article 3.1 – Mode de passation

Marché de prestations intellectuelles passé en procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Article 3.2- Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :
79311000-7 | service d'études.

Article 3.3 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'Article R2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 3.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES CANDIDATS

Article 4.1 – Contenu du dossier

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- Le présent règlement,
- L'acte d'engagement
- Le CCTP
- L'AAPC

Article 4.2 – Modification de détail au dossier

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4.3 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation sur le profil d'acheteur au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5– CONDITIONS DE PARTICIPATION

La consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

En application de l'article L. 2141-11 du CCP, l'acheteur qui envisage d'exclure un opérateur économique sur le fondement de l'alinéa précédent le met à même de présenter ses observations, afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Article 5.1 – Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Dans le cas où les soumissionnaires se présenteraient sous la forme d'un groupement, l'acheteur exigera, que la forme du groupement attributaire soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Article 5.2 – Candidatures multiples

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements, et ce dans la limite de 3 groupements distincts.

Article 5.3 – Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

Article 5.4 – Capacités juridiques

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP.

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Article 5.5 – Capacités économiques et financières

Article 5.5.1 – Garanties économiques et financières

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre.

Article 5.5.2 – Assurances pour les risques professionnels

Conformément à l'article R. 2142-12 du CCP, l'acheteur exige des candidats qu'ils disposent d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de la mission.

Article 5.5.3 – Capacités techniques et professionnelles

Compétences exigées

Les compétences pourront être démontrées au moyen des expériences au cours des 5 dernières années + diplômes, expériences et qualifications des intervenants.

Étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 – Documents à produire

Les candidats doivent présenter leur offre dans les conditions ci-après sous peine d'être écartés de la consultation.

Pièces de la candidature :

- Les DC1 et DC2 dûment complétés et signés
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 (interdictions de soumissionner aux marchés publics) modifié par l'article 39 II 3° de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.
- Tous renseignements ou documents permettant d'évaluer son expérience, ses capacités professionnelles, techniques et financières ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à signer l'acte d'engagement.

- Un engagement à respecter de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-I du code du travail.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution du marché. Article R2151-13 du code de la commande publique

Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer la personne publique. Conformément à l'article 5 de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975, relative à la sous-traitance, modifiée par la loi 2001-1168 du 11 décembre 2001, dite loi MURCEF, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide d'un imprimé intitulé « acte spécial » (formulaire DC4). Cet imprimé dûment complété constitue une annexe à l'acte d'engagement, il doit indiquer :

- la nature et le montant des prestations sous traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant :
- les références du compte à créditer

Chaque sous-traitant présenté doit, s'il n'a pas déjà fourni ces éléments au stade de la candidature, remettre les mêmes documents que ceux exigés des candidats à l'appui de leur candidature, à l'exception de la lettre de candidature.

L'acceptation des sous-traitants se fera sur la base des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées: le titulaire ne pouvant sous-traiter la totalité des prestations, il doit donc réaliser une partie significative du marché ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant
- Les garanties professionnelles du sous-traitant

La notification du marché vaudra acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement si l'offre du candidat présente une demande d'acceptation complète et conforme du sous-traitant.

6.2 – Pièces de l'offre

- Acte d'engagement complété et approuvé + RIB
- Annexe financière détaillée
- CCTP approuvé
- Mémoire technique comprenant

a. Note de compétences incluant :

-Le ou les intervenant proposé(s) pour réaliser la mission, avec désignation du/de la chef(fe) de projet qui sera l'interlocuteur(trice) privilégié de la maîtrise d'ouvrage

-Les curriculums vitae de chaque intervenant faisant apparaître leurs expériences et diplômes, y compris une décomposition des temps passés d'agents par élément de mission.

-Une présentation des références réalisées au cours des 5 dernières années sur des missions similaires à celles du présent marché de prestations intellectuelles. En particulier, en ce qui concerne la réalisation d'études de transfert de la compétence eau à l'intercommunalité.

b. Méthodologie détaillée sous dossier et les outils nécessaires à sa réalisation

c. Calendrier prévisionnel de réalisation détaillé par phase de mission

Les pièces contractuelles devront être remises signées

Les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront obligatoirement être transmis par voie électronique avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 – Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.info>

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : word excel pdf

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 8 – EXAMEN DES PLIS

8.1 Régularisation des offres

En application de l'article R2152-2, les soumissionnaires sont autorisés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

8.2- Sélection des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3, sont classées en appliquant les critères d'attribution. L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par le pouvoir adjudicateur en application des critères annoncés dans le présent règlement de la consultation.

1-Valeur technique	60 %
1.1- Références récentes (- de 5 ans) pour des études de transfert de la compétence eau à une intercommunalité	20%
1.2- Moyens humains mis à disposition : CV nominatifs et détaillés des agents proposés pour réaliser les études / adéquation avec les besoins exprimés. Décomposition des temps passés d'agents par élément de mission.	20%
1.3- Méthodologie de réalisation de l'étude	20%
2-Prix des prestations	40%

Le marché est notifié, un avis d'attribution est adressé aux candidats non retenus.

Lorsque aucune offre ne lui paraît acceptable au regard du ou des critères mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure infructueuse. Le pouvoir adjudicateur en avise tous les candidats.

8.3 – Négociations/Auditions

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec l'ensemble des candidats ayant déposés une offre.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. La négociation se déroulera par échanges de courriels permettant au candidat de présenter et préciser leur offre.

Si le candidat souhaite maintenir son offre initiale (technique et/ou financière), il devra informer le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de sa décision par courriel.

Dans le cas où le candidat invité à négocier, ne se manifesterait pas (absence de remise de nouvelle offre, absence de réponse aux questions posées ou absence de courrier informant du maintien de son offre), le Représentant du Pouvoir Adjudicateur considèrera que le candidat ne donne pas suite à son offre initiale et sera écarté.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'auditionner les candidats.

Pour faire suite à la négociation/audition, les offres seront à nouveau classées en application des critères de sélection énoncés.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation ni audition.

ARTICLE 9 – DROITS DE PROPRIETE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Obligation de confidentialité - mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché.

En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire à la charge de la protection de la confidentialité et de l'intégrité des données qui sont traitées par lui venant de la personne publique.

Propriété intellectuelle - Obligation de confidentialité :

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI- et de l'article L.122-7 du Code de la propriété intellectuelle.

Il est opéré, au profit du pouvoir adjudicateur, la cession des droits exclusifs d'exploitation de tous les documents fournis par le titulaire en exécution du présent marché, à des fins non commerciales et commerciales, sous réserve du respect des droits moraux inaliénables et imprescriptibles conférés par la loi aux auteurs.

Par ailleurs, en dehors du cadre spécifique de la présente mission, le prestataire s'interdit de dévoiler les informations dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 10 – RECOURS

- Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal administratif de Marseille
24 Rue Breteuil, 13006 Marseille
04 91 13 48 13
<http://marseille.tribunal-administratif.fr/>
- Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à
Greffes du Tribunal administratif de Marseille